



Santé
Action Sociale 13

HOPITAL PUBLIC : L'ASPHYXIE !

L'Hôpital Public et la Sécurité Sociale ont permis à notre pays, depuis la Libération, d'avoir le meilleur système de santé au monde au service de tous.

Aujourd'hui, ils sont malades des choix politiques et des restrictions budgétaires.

Actuellement, l'offensive de destruction du système de soins de l'Hôpital Public est engagée et se traduit au quotidien par une baisse continue du financement hospitalier entraînant :

- **une croissance de « dette et de déficits » dans tous nos établissements**
- **des fermetures d'hôpitaux (en 1975 l'AP-HM, Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, comptait 14 établissements, aujourd'hui 4 seulement)**
- **des fermetures de services par manque de personnel médical et paramédical ou par regroupement de services (annonce de la fermeture envisagée de 70 services d'Urgences en France)**
- **des suppressions de postes par non remplacement de départs (1 ou 2 remplacements pour 5 départs) et 22.000 suppressions d'emplois sont annoncées nationalement pour la « maîtrise » de la masse salariale des hôpitaux**
- **l'organisation de la fuite des personnels qualifiés qu'ils soient médicaux ou paramédicaux**
- **une dégradation continue des conditions de travail et de la qualité des soins**

Tout cela entraîne une régression de l'offre de soins avec :

- ➔ des délais d'attente insoutenables dans les services d'Urgences
- ➔ des reports d'interventions chirurgicales
- ➔ de délais excessifs pour la prise de rendez-vous de consultations, d'imageries..

La **Loi Santé**, pas encore votée mais déjà en application, est une **arme de guerre** au service des transferts de soins les plus rentables au bénéfice et au service du Secteur Privé.

Nous dénonçons cette dérive financière qui marchandise la Santé, ponctionne le porte-monnaie des usagers en diminuant les remboursements et prises en charge, en favorisant les assurances privées au détriment de la Sécurité Sociale.

La Santé n'est pas une dépense mais une richesse, un investissement pour le bien être des populations, il est criminel de restreindre l'offre de soins.

Qui pourra encore se soigner correctement demain ?

**L'Hôpital Public,
c'est notre bien commun
Ensemble, nous devons le défendre,
le sauver, le promouvoir.**



HOPITAL DE LA TIMONE

Cet établissement se construit sur la fermeture de plusieurs sites hospitaliers du Département et de la Région sans en récupérer la totalité des lits avec une absence de moyens humains : dégradation des conditions de travail sans précédent, manque de médecins anesthésistes, de médecins spécialisés et de personnel paramédical, hyper concentration des Urgences sans lits d'hospitalisation (entre 10 et 20 heures d'attente !!!), des lits de soins continus fermés, plusieurs services fermés par manque de personnels...

HOPITAL NORD

Il est mis à mal avec une diminution de l'offre de soins en quantité et en qualité alors que son positionnement est stratégique pour la population du nord de Marseille et sa périphérie.

Le quotidien : chambres pas nettoyées, locaux abandonnés, plateaux de repas vides, drap ou chaise à la place d'un brancard, matériel médical acheté par le personnel (appareil à tension...).

Le démantèlement : fermeture du Centre Dentaire, de l'Endocrinologie, de l'ORL. Fin 2015 : fermeture du Pavillon des Maladies Infectieuses et Tropicales. Début 2016 : du Bloc, Réanimation et Service de Chirurgie Pédiatrique. Menaces sur la Cardiologie et la Neurochirurgie. C'est la catastrophe sanitaire annoncée pour les Quartiers Nord de Marseille.

AP-HM

12.958 agents répartis entre une Direction Générale, 4 établissements de soins, un Centre de Formation, une plateforme logistique. C'est le 3^{ème} CHR de France, il s'occupe de la population marseillaise (860.000 habitants) mais est aussi un Centre de Référence pour toute la Région.

1 milliard de dette, 300 millions d'€ de déficit cumulé, plus de possibilité d'emprunter, 70 millions d'euros d'emprunts toxiques...

1.000 lits supprimés depuis les années 80 avec fermetures de plusieurs centres hospitaliers (Maternité Belle de Mai, Hôtel Dieu, Michel Levy, Petit-Arbois...).

Des centaines de suppressions de postes par non remplacement (1 ou 2 recrutements pour 5 départs). Et la casse continue ! Un Plan de Retour à l'Equilibre Financier a été repoussé une première fois, il exige 86 millions d'économies sur 3 ans.

HOPITAL DE LA CONCEPTION

Hôpital tourné vers l'ambulatoire sans les moyens nécessaires. Menace de fermeture de la Maternité et de la Réanimation Néonatalogie.

LES HOPITAUX SUD

Insécurité sanitaire : pas de Service d'Urgences publiques pour une population supérieure à celle de Grenoble, dans une ville la plus embouteillée de France. Inégalités d'accès aux soins et disparition des services publics : fermeture et départ des activités médico-chirurgicales de Sainte Marguerite. Marseille étant la ville la plus inégalitaire de France. Manque de moyens humains et matériels pour assurer des soins de qualité et répondre aux besoins de santé des populations. Captation du patrimoine public par le secteur privé sur fond de spéculation immobilière.

CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE VALVERT

Sous couvert du Contrat de Retour à l'Equilibre Financier, tout se passe en douceur mais les attaques ont des conséquences de plus en plus lourdes avec les maîtres mots : économies, productivité, hôpital, entreprise !

Faire plus avec toujours moins dans tous les secteurs d'activité logistique, administratif et aujourd'hui encore davantage dans les soins : suppression de 15 postes de personnel soignant non médical (secrétariats médicaux, IDE, ASH...). 500.000 euros « d'aide » de l'Agence Régionale de Santé pour regrouper les Centres Médicaux-Psychologiques, les hôpitaux de jour. Les équipes de soins se déploient sur le Grand Marseille ou en PACA (unités mobiles) alors que les Urgences Psy sur les Hôpitaux d'Aubagne et de La Ciotat ont du mal à faire face par manque de personnel médical et paramédical.

HOPITAL ARLES

Environ 5 millions d'€ de déficit. L'Agence Régionale de Santé demande de plus en plus d'économies sur le personnel, suppressions de 40 postes d'ici la fin de l'année. On retrouve les mêmes problématiques que dans tous les autres sites. Menace sur les accords de la diminution du temps de travail. Communauté hospitalière de territoire (CHT) avec Beaucaire et Tarascon, le Directeur gère les 2 établissements. Cette CHT entraînera la fermeture de services (Blanchisserie, Restauration...) et accroissement de travail sur Arles.

HOPITAL LA CIOTAT

La situation s'est dégradée depuis 2010 avec des fermetures de services : Réanimation remplacée par une Unité de Soins Continus, de 4 lits en secteur 3 (sida), Stérilisation.

Mutualisation des services avec GCS (Groupement de Coopération Sanitaire) et privé : Laboratoire, Radiologie, Bloc Opératoire.

Non remplacement du personnel lors de départ à la retraite, manque de personnel surtout dans les services de soins et d'entretien, difficulté pour prendre les congés annuels (quota important d'heures stockées), manque de matériel, budgets en nette diminution, plus aucun investissement de prévu, cessation de paiement des taxes salariales, 1 million d'€ de dettes en souffrance....

CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL (CGD)

Il représente plus de 600 lits et places (à noter que les seuls 250 lits d'EHPAD à Marseille se trouvent au CGD).

Pas de Plan de Retour à l'Equilibre mais même politique d'austérité : économies tous azimuts, suppressions de postes soignants, administratifs, techniques, cadres, direction, augmentation des contrats précaires (CAE, CUI, contrats d'avenir...) sur des postes de titulaires, dégradation de la qualité des soins et des conditions de travail dans tous les secteurs tant soignants que logistiques...

Le CDG souffre d'un manque de moyens envers les personnes âgées de plus en plus dépendantes, pas d'un surplus de personnel !

HOPITAL MONTPERRIN AIX EN PROVENCE

500.000 habitants, 1.200 agents hospitaliers et un manque de financement (déficit cumulé) de 5 millions d'euros !

Conséquences : totalité des unités de soins en sous effectif, maladie des agents en augmentation (burn out), fermeture « provisoire » estivale, sans concertation, de 36 lits d'hospitalisation en service adulte avec des conséquences sur l'offre de soins publique et dans le même temps la clinique privée « La Lauranne » informe l'Hôpital Montperrin qu'elle dispose de lits vacants.. Cherchez le lien... !

Pendant ce temps, contexte de soin très critique pour toute la Psychiatrie : pénurie de personnel, orientation vers le secteur privé, 10 à 20 % de nouvelles demandes non reçues, liste d'attente de 2 mois...

L'économie vient primer sur la qualité des soins : mise en vente du patrimoine (3 villas d'unités de soins), non remplacement du personnel technique, prévision de fermer la Cuisine Centrale et de délocaliser le Laboratoire, fermeture du Service de Radiologie (départ en retraite non remplacé..)

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL AIX - PERTUIS

La fusion Aix-Pertuis, présentée comme « la seule solution pour sauver l'Hôpital de Pertuis » a, au contraire, continué son démantèlement : fermeture du Laboratoire avec utilisation de navettes privées selon les horaires à un coût exorbitant, fermeture du Service d'Echographie, suppression du Service Intérieur existant et privatisation du ménage avec des prestations de moindre qualité, fermeture de la Buanderie avec passage au privé du lavage du linge des résidents, fermeture annoncée du Standard...

HOPITAL ALLAUCH

Face à « un déficit structurel », une économie de 925.000 euros a été demandée sur 3 ans. Ne pouvant plus rogner sur les services de soins, c'est la logistique qui va voir une baisse de prestations et de qualité. Des économies vont être faites en Cuisine, en Pharmacie...

HOPITAL MARTIGUES

Rayonnement sur 160.000 habitants, 1.360 postes de soignants, techniques, administratifs...

Il affiche un déficit de 8 millions d'€.

Conséquences : des fermetures de lits voire de services qui seront délocalisés vers d'autres hôpitaux ou cliniques privées (ex : l'opération de la cataracte ne peut plus se faire à Martigues...), gel du financement de l'investissement de la dialyse, vente du patrimoine, perte de 38 emplois dont 10 postes de secrétaires médicales, non renouvellement des CDD...

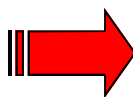




NOS REVENDICATIONS

- Abrogation de toutes les lois régressives en matière de santé qui se sont succédées (Touraine, Bachelot, Mattéï, Juppé...) mais aussi de toutes les politiques d'austérité (Pacte de Responsabilité, Loi Macron, ANI).
- Des budgets hospitaliers qui permettent de développer la prévention, le soin, le suivi, la recherche, la formation et l'enseignement public.
- Suppression dans tous les établissements de la « Dette », des « Déficits » créés de toute pièce par le manque de financement à la source.
- Arrêts des regroupements, des fusions, des fermetures d'hôpitaux, des partenariats public/privé, des transferts d'activités vers le privé, de la vente du patrimoine public.
- Arrêts des externalisations.
- Intégration de tous les emplois non statutaires et embauche des personnels nécessaires au bon fonctionnement de nos hôpitaux.
- Suppression des Agences Régionales de Santé (ARS), véritables préfets de santé et retour aux DDAS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales).
- Une véritable réponse publique pour les personnes âgées, prise en charge par la 5^{ème} branche de la Sécurité Sociale.
- Une revalorisation des salaires et des pensions des personnels et une amélioration des conditions de travail à la hauteur des enjeux.
- Arrêt de la gestion de la pénurie.
- Répondre aux besoins réels de la population en sortant de la spirale financière imposée, en développant des soins de qualité dans de bonnes conditions de travail pour les personnels. Il faut des hôpitaux de référence et de proximité uniquement publics.

Pour lutter contre la marchandisation de la santé, l'Hôpital doit être uniquement public, sans reste à charge pour la population ...



... Soit une santé 100 % publique et une prise en charge 100 % Sécurité Sociale !



SAUVONS L'HÔPITAL PUBLIC !



LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE SUPPRESSION D'EMPLOIS
NUIT GRAVEMENT A LA SANTÉ



Devant les difficultés sans précédent qui menacent les hôpitaux des Bouches du Rhône, la CGT Santé 13 a demandé rendez-vous au Ministère de la Santé pour arracher des financements à la hauteur des besoins. Il aura lieu le 21 octobre 15 à 14H30.

